



SECAM NEWS

ANNÉE 2025

Novembre

N°11

LES DIRIGEANTS CATHOLIQUES DU SUD AMPLIFIENT LA VOIX DE L'ÉGLISE À LA COP30



Editorial: **UNE VOIX PROPHÉTIQUE** P. 2

ACEAC : CONSOLIDER LA PAIX DANS LES GRANDS LACS

Pp. 11-12





UNE VOIX PROPHÉTIQUE DU SUD À LA COP30

La COP30 au Brésil a marqué un moment historique pour la gouvernance climatique mondiale : pour la première fois, l'Église catholique dans le Sud a organisé un événement de haut niveau lors d'une conférence des Nations unies sur le climat. Sous la direction conjointe du cardinal Fridolin Ambongo (SCEAM), du cardinal Filipe Neri Ferrão (FABC) et du cardinal Jaime Spengler (CELAM), l'Église s'est distinguée comme une voix morale et prophétique appelant le monde à assumer de toute urgence sa responsabilité écologique.

Au cœur du message de l'Église se trouvait la conviction, ancrée dans l'encyclique *Laudato Si'*, que la destruction écologique et l'injustice sociale sont indissociables. La crise environnementale touche de manière disproportionnée les communautés vulnérables d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes, où les inondations catastrophiques, les sécheresses prolongées et les déplacements liés à l'exploitation des ressources sont devenus monnaie courante. Avec des températures mondiales atteignant 1,55 °C en 2024, les effets du changement climatique menacent désormais la sécurité alimentaire, l'approvisionnement en eau et les moyens de subsistance de millions de personnes.

Les dirigeants de l'Église ont également mis en garde contre les « fausses solutions » qui reproduisent les modèles coloniaux sous le couvert de la durabilité, les marchés du carbone qui marchandisent la nature, l'exploitation minière extractive de minéraux « verts » et les projets renouvelables à grande échelle imposés sans le consentement des communautés.

Ils ont critiqué le discours du capitalisme vert, insistant sur le fait qu'une transition axée sur le profit ne peut apporter la justice écologique.

Au lieu de cela, l'Église a appelé à un changement de paradigme fondé sur la conversion écologique, embrassant la simplicité, la solidarité et le respect de la sagesse indigène telle que le « *Buen Vivir* » (« Bien vivre »). Elle a exhorté les nations riches à reconnaître leur dette écologique en mettant en œuvre le Fonds pour les pertes et dommages, en annulant ou en réduisant les dettes des pays les plus pauvres et en veillant à ce que le financement climatique parvienne directement aux communautés touchées.

Les dirigeants de l'Église ont souligné que l'action climatique axée sur la justice doit inclure la participation des peuples autochtones, des femmes, des jeunes et des communautés locales. Ils ont esquissé les voies d'une véritable transformation : renforcer les alliances confessionnelles, protéger les territoires, promouvoir les énergies renouvelables gérées par les communautés et reconnaître la migration climatique comme une question relevant des droits humains.

La présence de l'Église à la COP30 marque le début d'une nouvelle ère de leadership moral. À travers des initiatives telles que l'Observatoire ecclésial sur la justice climatique, qui vient de voir le jour, l'Église dans le Sud s'engage à mener un plaidoyer soutenu, exhortant le monde à défendre notre maison commune avec courage, justice et espérance.

*Rév. Père Rafael Simbine Junior
Secrétaire Général du SCEAM*

NOMINATIONS PAR LE PAPE LÉON



Mgr John Kwamevi Cudjoe, SVD

Mgr John Kwamevi Cudjoe

Le Saint-Père a nommé, le 11 novembre 2025, le Rév. père John Kwamevi Cudjoe, S.V.D., jusqu'à présent curé de la paroisse Maria Madre de la Iglesia à Huasquillas, évêque auxiliaire de l'archidiocèse métropolitain de Guayaquil, lui attribuant le siège titulaire de Calama.

Mgr Cudjoe est né le 27 décembre 1975 à Accra, au Ghana, dans l'archidiocèse métropolitain du même nom. Il a été ordonné prêtre le 30 juillet 2005 et incardiné chez les Missionnaires du Verbe Divin.

Mgr Brian Udaigwe

Le 3 novembre 2025, le Saint-Père a nommé Mgr Brian Udaigwe, archevêque titulaire de Suelli, nonce apostolique en Éthiopie, nonce apostolique à Djibouti, représentant spécial auprès de l'Union africaine et délégué apostolique en Somalie. Né à Tiko, au Cameroun, le 19 juillet 1964, Brian Udaigwe a été ordonné prêtre le 2 mai 1992 pour le diocèse catholique d'Orlu au Nigeria.

Rév. Père Edward Daniang Daleng

Le Saint-Père a nommé le 10 novembre 2025 le Rév. père Edward Daniang Daleng, O.S.A., ancien conseiller général et procureur général de l'Ordre de Saint-Augustin, vice-régent de la Préfecture de la Maison pontificale. Le père Daleng est né le 4 avril 1977 à Yitla'ar, Kwalla, dans l'État du Plateau, au Nigeria.

Mgr Anthony Onyemuche Ekpo

Le 19 novembre 2025, le Saint-Père a nommé le Rév. Mgr Anthony Onyemuche Ekpo, jusqu'alors sous-secrétaire du Dicastère pour le service du développement humain intégral, assesseur pour les affaires générales de la Secrétairerie d'État. Mgr Ekpo est né à Umudike, au Nigeria, le 24 septembre 1981.

Mgr Javier Herrera Corona

Le Saint-Père a nommé, le 22 novembre 2025, Mgr Javier Herrera Corona, titulaire de Vulturara, jusqu'à présent nonce apostolique en République du Congo et au Gabon, nonce apostolique en Algérie.

*Intervention du Card. Fridolin Ambongo Besungu, OFM Cap.
Président du SCEAM - Afrique*

UN APPEL À LA JUSTICE CLIMATIQUE ET POUR LA MAISON COMMUNE.
Conversion écologique, transformation et résistance aux fausses solutions



Présentation du document au Pavillon des Nations Unies

Excellence,

Introduction

Cette année, la Conférence des parties se tient au cœur de la forêt de l'Amazonie. Le choix de cet endroit est pour nous prophétique et d'une grande symbolique. En venant ici à Belém, les négociateurs sont venus à la rencontre des peuples et des territoires qui souffrent le plus de la crise climatique. Cette symbolique est aussi le sens du message que nous dévoilons aujourd'hui en ce lieu. Notre prise de parole est un cri de détresse des pasteurs qui cheminent chaque jour avec les victimes de la crise climatique. Nous voulons par nos prises de parole porter sur la table des puissants les « cris des pauvres et la clameur de la terre » (LS 49).

1- L'Afrique

Du haut de cette tribune je prête ma voix aux peuples d'Afrique où travaillent nos églises. Ce continent connu comme potentiellement très riche est peuplé par une population à majorité pauvre. Ce paradoxe est le résultat d'un système économique de pillage qui n'a jamais placé la personne humaine au centre de ses préoccupations.

Aujourd'hui ce continent est d'une grande fragilité climatique car pris en sandwich entre le désert du Sahara au

nord et celui du Kalahari au sud. Ces deux déserts progressent dangereusement et perturbent les communautés de manière inquiétante. La situation alarmante du Sahel en est un exemple dramatique.

Au centre de l'Afrique, la forêt du bassin du Congo, deuxième poumon de la planète, est fortement menacée par la déforestation massive, la ruée vers les énergies fossiles, et les minerais critiques. Cette forêt, dispositif important de l'équilibre climatique mondiale, doit être protégée et sauvegardée car sa dégradation pourrait avoir des conséquences irréversibles pour la planète.

Le dérèglement climatique en Afrique, charrie d'autres effets pervers. Il est à l'origine de la crise des migrations forcées et la montée des conflits armés sur le continent. Dans le bassin du Congo et en particulier la République démocratique du Congo d'où je viens, le pillage des ressources naturelles et minérales est une des causes structurelles des conflits. La course mondiale pour les minerais nécessaires pour la transition énergétique comme le cobalt, le coltan et le lithium est à l'origine d'un conflit sous-régional aux conséquences humanitaires et environnementales dramatiques.

La crise climatique est donc une réalité



vécue par les populations africaines. L'Afrique est confrontée aujourd'hui à la crise alimentaire et le déplacement des populations qui sont des véritables réfugiés climatiques.

Face à une telle tragédie, les réponses proposées jusqu'à ces jours nous semblent inadéquates.

Comment pouvons-nous accepter qu'au nom de la "transition énergétique", des communautés entières soient anéanties à la recherche de lithium, de cobalt ou de nickel ? Comment pouvons-nous tolérer que les marchés du carbone transforment nos forêts en actifs financiers, alors que nos communautés restent privées d'eau potable ?

Nous disons que c'en est assez, assez de fausses solutions, assez de décisions prises sans écouter ceux qui vivent en première ligne de l'effondrement du climat !

Nous proposons une transformation qui place au centre le soin de la vie, la souveraineté des peuples indigènes et ruraux sur leurs territoires, et la défense active des droits des femmes, des migrants climatiques et des nouvelles générations.

C'est la raison de notre appel de repenser d'urgence le débat sur les finances climatiques. La nécessité d'inscrire le débat sur le financement à l'ordre du jour de la COP, vise donc à trouver une solution pour pallier au manque de financement des pays pauvres.

2- Notre appel

Le document que nous présentons aujourd'hui intitulé « **appel à la justice climatique et pour notre maison**

commune. Conversion écologique, transformation et résistance aux fausses solutions » contient quelques propositions des Eglises du Sud global, à savoir l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine, pour sortir de l'impasse dans lequel le monde s'est enfermé.

A la suite de l'encyclique « Laudato si », il propose comme solution durable à la crise climatique une « **Ecologie intégrale** ». En effet l'Ecologie intégrale est un paradigme de la justice socio-environnemental pour corriger l'approche technocratique qui domine depuis plusieurs années les négociations des conférences de partis sur le climat (COP). Ces approches souvent basées sur la technologie et le marché ne s'adressent pas aux causes à la racine de la crise climatique actuelle.

Nous proposons l'**Ecologie intégrale** qui met en mouvement une approche qui combine : **la justice sociale, la durabilité environnementale, la solidarité internationale, la responsabilité historique, l'urgence politique et la nécessité d'une conversion écologique.**

Par « Ecologie intégrale » nous rappelons que pour l'Eglise la crise la crise environnementale et la crise sociale sont inséparables. Il s'agit d'une même crise car comme le dit l'encyclique Laudato si « tout est lié » (LS n° 139). La solution à la crise climatique ne pourrait donc être gagnée par une approche fragmentée. En d'autres mots, combatte la pauvreté, va ensemble avec la restauration de la dignité des victimes et des exclues ainsi que la sauvegarde de la création.

3- Notre proposition

Voilà pourquoi nous proposons l'écologie



intégrale pour redonner une éthique aux négociations en cours ici à Bethlehem. Nous demandons que la question de la transition énergétique ne puisse pas être séparée avec leur son impact sur l'emploi, la santé et la justice sociale. Nous demandons que la conservation de la forêt soit liée aux droits des communautés qui y vivent et la valorisation de la sagesse milliaires des peuples indigènes et autochtones. C'est ce que nous comprenons par l'Equité, la justice et la protection.

Nous affirmons que le débat sur les finances climatiques doit être repenser totalement. Pour nous la dette écologique dont nous demandons la suppression durant cette année de jubilé, ne devrait pas être considérée comme de la charité. Il s'agit de renoncer à un fardeau contracté, pendant une longue histoire de l'histoire à travers entre autres le déséquilibre commercial entre les pays du Sud aux pays du Nord pour la livraison des ressources naturelles et qui ont eu des conséquences humains et environnementaux indéniables. Le débat sur dette climatique devrait être mis en relation avec la justice restaurative. Il est un devoir politique et moral des pays du Nord et exige le changement du narratif sur la dette et la question de la responsabilité des uns et des autres.

Conclusion

Notre cri de détresse c'est pour rappeler que nos décisions actuelles ont un impact sur les générations futures car la crise climatique n'attendra pas. Il est impératif d'agir maintenant. Nous ne pouvons pas nous comporter comme si nous sommes les derniers habitants de la planète. Voilà pourquoi nous plaidons pour une justice

pour les générations futures. Elles ont droit de trouver elles aussi une planète habitable.

La coalition des Eglise du Sud global est à considérer comme un premier pas. Nous invitons à une coalition historique avec toutes les autres religions, les acteurs de la société civile, les peuples autochtones et indigènes, les multiples acteurs des pays du Sud mais aussi ceux des pays du Nord.

Ayons donc le courage prophétique pour sortir de la logique des solutions à court terme, sortir des promesses financières qui ne répond pas aux défis d'adaptation, d'atténuation et de pertes et dommages.

Nous exigeons que les pays mettent en œuvre des politiques globales qui reconnaissent les interconnexions entre migration et changement climatique, sécheresse, effondrement de la biodiversité, les mauvaises récoltes et conflits, car comme l'a si bien dit le Pape François « tout est lié ». (LS n° 137)

L'appel des Eglises du Sud global est donc une demande de changement radical des paradigmes dans la lutter contre le changement climatique. C'est ce que nous qualifions de « conversion écologique », une transformation et une vraie résistance aux raccourcis et aux fausses solutions.

Je vous remercie.

+ Fridolin Besungu Cardinal Ambongo
Archevêque de Kinshasa, RD Congo
Président du SCEAM



Méditation pendant la retraite

Le personnel du Secrétariat du Symposium des Conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar (SCEAM) a tenu, le 26 novembre 2025, sa retraite annuelle de fin d'année, une journée de prière, de réflexion et de renouveau spirituel qui s'est déroulée en l'église catholique Marie Mère du Bon Conseil, à Airport West, Accra, au Ghana. Douze membres du Secrétariat y ont participé, dont le secrétaire général, le Rév. père Rafael Simbine Junior, et les secrétaires généraux adjoints.

Cette retraite de fin d'année était centrée sur le thème « Il nous a délivrés du royaume des ténèbres et nous a transférés dans le royaume de son Fils bien-aimé. » (Col 1, 13). Les réflexions ont été animées par le Rév. père Aaron Agbeshie Agorsor, de l'archidiocèse catholique d'Accra, qui a proposé deux conférences visant à approfondir la compréhension des participants de l'amour salvateur de Dieu.

Dans sa première présentation, intitulée « Créés, capturés, sauvés et réponse », le père Aaron a retracé l'histoire chrétienne de la création, de la chute de l'humanité et de la mission de rédemption continue de Dieu. Il a décrit la vie chrétienne comme une « guerre », mais une guerre ancrée dans l'amour divin. « Notre existence est une belle histoire d'amour », a-t-il déclaré, ajoutant que l'amour de Dieu pour l'humanité est « téméraire » dans sa générosité. Il a rappelé aux

participants que la venue du Christ, célébrée à Noël, signifie que Dieu entre lui-même dans la bataille pour sauver l'humanité du pouvoir du mal.

Sa deuxième conférence, intitulée « Une espérance inébranlable au milieu de la tempête », a mis l'accent sur la persévérance. S'inspirant de Romains 5, il a encouragé les fidèles à rester fermes : « Ne perdez jamais l'espérance. Ayez le courage de vous relever après chaque chute. Ne croyez pas au mensonge du diable. » La confession, a-t-il ajouté, est un moyen puissant de revenir à Dieu : « Célébrons notre force à travers la confession. »

Après quelques instants de réflexion silencieuse, le groupe s'est rendu à la cathédrale Saint-Esprit d'Accra pour un service pénitentiel, le chemin de croix, le passage par la Porte Sainte et une messe de clôture présidée par le Rév. père Michael Dziwornu Etsey.

La retraite a offert au personnel du SCEAM un moment de profond renouveau spirituel et une occasion bénie de célébrer ensemble l'Année Sainte du Jubilé sur le thème « Pèlerins d'espérance ».

Charles Ayetan

JUSTICE, PAIX ET DÉVELOPPEMENT

COP30 AU BRÉSIL : LES DIRIGEANTS CATHOLIQUES DU SUD PRÉSENTENT UN APPEL EN FAVEUR DE LA JUSTICE CLIMATIQUE AU PAVILLON DES NATIONS UNIES



La position de l'Église catholique lors de la COP30 a été très appréciée.

Des représentants de l'Église catholique d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes ont présenté, au pavillon des Nations unies, le [document](#) « Appel à la justice climatique et à la maison commune : conversion écologique, transformation et résistance aux fausses solutions ». Cette présentation a eu lieu pendant la COP30, la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques, qui s'est tenue à Belém, au Brésil, du 10 au 21 novembre 2025.

Le texte, remis aux Nations unies (ONU), rejette le « capitalisme vert », exige que les nations riches remboursent leur dette écologique et appelle à des actions concrètes pour limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C.

Président du Symposium des conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar (SCEAM), le cardinal Fridolin Ambongo de la République démocratique du Congo a réaffirmé que la crise climatique nécessite une solution globale et que les peuples autochtones et traditionnels doivent être inclus dans les décisions relatives à la protection des forêts. Il a appelé à faire preuve d'éthique dans les négociations de la COP30 et à revoir la dette écologique entre le Nord et le Sud.

Le cardinal Jaime Spengler, président du Conseil épiscopal latino-américain et caribéen (CELAM), a souligné que « la Terre n'est pas une simple ressource à exploiter, mais un organisme vivant qui doit être écouté ». Il a mis en garde contre le risque d'un effondrement climatique et a plaidé en faveur de réseaux de solidarité et de développement éthique, fondés sur la confiance et la responsabilité commune.

Le président de la Fédération des conférences épiscopales d'Asie (FABC), le cardinal Filipe Neri Ferrão, d'Inde, a plaidé en faveur d'un financement équitable pour les pays pauvres touchés par la crise. « La COP30 doit marquer un tournant, et ne pas se limiter à un simple événement », a-t-il déclaré.

À la fin, les cardinaux ont remis le document au représentant de l'ONU Gustavo Mañez, accompagné du texte de base de la Campagne de fraternité 2025 – « Fraternité et écologie intégrale », réaffirmant l'engagement de l'Église en faveur de la justice climatique et de la maison commune.

Cet appel conjoint s'adresse aux chefs de gouvernement et à leurs représentants, les exhortant à « œuvrer pour une mise en



Rencontre avec des acteurs catholiques lors de la COP30

œuvre ambitieuse de l'Accord de Paris au profit des personnes et de la planète ».

L'appel invite également l'Église et le grand public à vivre la « conversion écologique » (Pape François) et à soigner « les blessures causées par la haine, la violence, les préjugés, la peur de la différence et un paradigme économique qui exploite les ressources de la Terre et marginalise les plus pauvres » (Pape Léon XIV).

L'Église catholique présente en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les

Caraïbes, inspirée à la fois par l'héritage du pape François et ses encycliques *Laudato Si'* et *Laudate Deum*, et par l'appel du pape Léon XIV à vivre une écologie intégrale avec justice, paix et courage prophétique, propose ce document comme expression de son engagement indéfectible en faveur de la dignité humaine, de la paix, de l'option préférentielle pour les pauvres, du climat et de l'écologie sociale.

SECAM News

LE SCEAM APPELE À UNE APPROCHE INCLUSIVE ET CENTRÉE SUR LES PERSONNES LORS DU 7E SOMMET UA-UE À LUANDA



Alors que les dirigeants africains et européens se réunissent à Luanda pour le 7e sommet Union africaine-Union européenne, le Symposium des conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar (SCEAM) a lancé un appel pressant en faveur de l'inclusion, de l'honnêteté historique et de la justice à

un moment décisif pour les relations entre l'Afrique et l'Europe.

Dans un [communiqué de presse](#) publié le 20 novembre, le SCEAM a déclaré que l'Église se sentait obligée de s'exprimer en tant que « voix morale ancrée dans les réalités quotidiennes des communautés



Des acteurs catholiques à Luanda pour cet événement

africaines ». Grâce à son vaste réseau d'écoles, de cliniques, de paroisses, d'universités et de programmes d'action sociale, l'Église a déclaré être le témoin direct des espoirs et des inquiétudes de millions d'Africains, en particulier les plus vulnérables.

Le communiqué met particulièrement l'accent sur l'importance de l'année 2025, déclarée par l'Union africaine « Année de la justice pour les Africains et les personnes d'ascendance africaine ». La prochaine Décennie des réparations (2026-2036), ainsi que les appels mondiaux en faveur de la justice écologique lancés lors de la COP30 à Belém, rendent la réunion AU-UE de cette année particulièrement cruciale. Le SCEAM a souligné que le sommet doit être un forum non seulement de négociation, mais aussi « d'écoute, de mémoire et de traitement des injustices de longue date ».

Une préoccupation majeure soulevée par les évêques concerne ce qu'ils qualifient de « restrictions sévères » à la participation des organisations de la société civile africaine. Le SCEAM a noté que de nombreux groupes locaux, notamment des réseaux humanitaires liés à l'Église, des mouvements de femmes et de jeunes, des associations d'agriculteurs et des organisations autochtones, ont été exclus du sommet officiel, même lorsqu'ils étaient prêts à financer eux-mêmes leur participation. Selon eux, cette exclusion

nuit à la crédibilité d'un sommet destiné à façonner l'avenir de l'Afrique.

En réponse, le SCEAM et d'autres groupes de la société civile ont organisé un sommet parallèle des peuples à l'Université catholique d'Angola les 19 et 20 novembre. Le SCEAM a souligné que ce rassemblement alternatif n'était pas un acte de protestation, mais une plateforme nécessaire face aux « processus opaques et technocratiques » du sommet officiel.

Les évêques ont également appelé à un engagement renouvelé en faveur de la justice réparatrice, économique et écologique, exhortant les dirigeants de l'UE à reconnaître les effets persistants de la traite transatlantique des esclaves, du colonialisme et des systèmes économiques extractifs. Ils ont insisté sur le fait que les modèles de développement doivent donner la priorité aux personnes plutôt qu'aux intérêts géopolitiques et que la souveraineté de l'Afrique, tant celle de ses nations que celle de ses citoyens, doit être respectée.

Le SCEAM a conclu par un message d'espérance, exprimant sa volonté de soutenir un partenariat UA-UE fondé sur l'inclusion, la transparence et la dignité humaine. Seul un tel partenariat, ont-ils déclaré, peut panser les blessures historiques et jeter les bases d'un avenir juste et pacifique.

SECAM News

GRANDS LACS : CONSOLIDATION DE LA FORMATION ET DES ACTIVITÉS DE PAIX DANS LA RÉGION



À Goma et Bujumbura, l'Association des Conférences Épiscopales de l'Afrique Centrale (ACEAC) a conduit du 16 au 19 et du 21 au 24 novembre 2025 deux ateliers d'évaluation des noyaux de paix mis en place en 2024.

Des femmes issues des diocèses de Goma, Bukavu, Uvira, Cyangugu, Nyundo, Bujumbura et Bubanza se sont réunies pour examiner l'impact de ces dispositifs sur le terrain. Les discussions ont porté sur l'implication des structures locales, la participation des bénéficiaires, l'adéquation des actions avec les besoins des communautés et les transformations observables.

À l'issue des ateliers, un constat équilibré a été dressé : des résultats encourageants et des initiatives prometteuses, mais aussi des défis à relever, notamment la pérennité des dispositifs, la mobilisation communautaire et la coordination entre acteurs. Les participantes ont formulé plusieurs recommandations pour renforcer la stratégie et encourager

une participation citoyenne plus active. Pour l'ACEAC, ces rencontres confirment sa volonté d'ancrer des mécanismes de paix durable, adaptés aux réalités locales.

Renforcer le rôle des acteurs religieux

Dans le même élan, à Kigali, du 10 au 11 novembre, des prêtres, religieux et religieuses venus du Rwanda, du Burundi et de la République démocratique du Congo se sont retrouvés dans le cadre du projet **AMANI KWETU** (La paix chez nous). Organisé par la Commission Épiscopale Justice et Paix Rwanda et soutenu par Trôcaire, cet atelier a permis de revisiter l'histoire complexe de la région et de réfléchir à la manière dont certains discours alimentent les tensions identitaires. Les participants ont identifié le besoin de mieux former les acteurs religieux afin qu'ils deviennent des relais éclairés de paix au sein de leurs communautés.

Jeunes et femmes : des acteurs essentiels de la réconciliation

Parallèlement, Bujumbura a accueilli du 24 au 25 novembre, un atelier régional réunissant **jeunes et femmes** du Burundi, du Rwanda et de la RDC. Organisé par la Commission Épiscopale Justice et Paix du



Atelier à l'attention des religieux à Kigali, organisé par la Commission Justice et Paix

Burundi, il visait à renforcer le rôle de ces acteurs dans la promotion de la cohésion sociale. « Notre avenir dépend de ceux qui refusent la peur et choisissent le dialogue », a confié un jeune participant. Les 80 participants se sont engagés à créer un réseau dynamique de coopération pour la réconciliation et la cohésion sociale dans la région.

Ces initiatives démontrent que la paix dans les Grands Lacs devra se construire au cœur des communautés, grâce à l'engagement quotidien de celles et ceux qui vivent les réalités de la région. Femmes, jeunes et acteurs religieux montrent que la paix est un travail concret de dialogue, de réconciliation et de solidarité. Chaque rencontre, chaque atelier, chaque échange devient une occasion de transformer les blessures du passé en apprentissage, la peur en courage et la méfiance en confiance partagée.

En unissant leurs forces, ces acteurs locaux permettent de tisser des liens

solides entre communautés souvent séparées par des frontières physiques ou par des traumatismes historiques. Ils montrent que la réconciliation n'est pas un concept abstrait : elle se vit dans les initiatives quotidiennes, dans le partage d'expériences, dans la formation et l'accompagnement des populations, et dans l'ouverture aux plus jeunes et aux femmes, souvent vecteurs d'innovation sociale et de dialogue.

L'ACEAC rappelle avec force que lorsque les communautés s'engagent pleinement, la paix cesse d'être un idéal lointain pour devenir une réalité concrète, capable de transformer les cœurs. Ces actions témoignent d'une conviction profonde : seule une paix enracinée dans les réalités locales, portée par les habitants eux-mêmes, peut être durable. Et c'est en donnant aux femmes, aux jeunes et aux acteurs religieux les moyens d'agir que la région pourra espérer construire un avenir plus serein, plus solidaire et plus fraternel.

ACEAC Communication



Atelier à l'attention des jeunes et des femmes à Bujumbura, organisé par la Commission Justice et Paix

CRISE SOUDANAISE: LA SOLIDARITÉ S'ORGANISE AU TCHAD



Une femme soudanaise qui a fui El-Fasher passe devant des tentes dans un camp pour personnes déplacées (AFP/licenciés)

Alors que la guerre se poursuit au Soudan, des dizaines de milliers de réfugiés franchissent la frontière tchadienne pour fuir les violences. Dans le vicariat apostolique de Mongo, au Tchad, le missionnaire italien Fabio Mussi, de l'Institut Pontifical des Missions Étrangères, témoigne d'une situation humanitaire alarmante mais aussi d'initiatives locales qui tentent de redonner espoir et autonomie à ces réfugiés soudanais.

Depuis avril 2023, le Soudan fait face à une lutte acharnée pour le pouvoir opposant l'armée aux Forces de soutien rapide (FSR). Ce conflit s'est aggravé ces dernières semaines, avec la chute aux mains des paramilitaires, fin octobre, de la ville d'El-Fasher, dernier bastion de l'armée dans le Darfour. Les FSR ont affirmé le 6 novembre, soutenir une proposition internationale de trêve humanitaire, mais ont cependant intensifié leur offensive dans la grande région centrale et stratégique du Kordofan.

Selon les agences onusiennes, le conflit au Soudan a fait à ce jour, des dizaines

de milliers de morts et a déplacé près de 12 millions de personnes. Malgré la perspective d'un cessez-le-feu sous l'égide des États-Unis, la guerre continue de ravager le Soudan, poussant des centaines de milliers de civils à fuir vers les pays voisins.

Frontières sous tension au Tchad

À l'est du Tchad, par exemple «rien que ces deux derniers mois, environ 200 000 Soudanais ont franchi la frontière», témoigne Fabio Mussi. Cette «Église des frontières», est devenue au Tchad l'un des principaux points d'entrée pour les réfugiés fuyant les combats autour d'El-Fasher. «La plupart sont des femmes, des enfants et des personnes âgées. Ils arrivent dans un dénuement total, parfois après plusieurs jours de marche. Leur première préoccupation, c'est de trouver un abri et de quoi manger», explique le frère Mussi.

Selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), le Tchad accueille désormais plus d'un million de réfugiés soudanais, un chiffre qui continue de croître à mesure que la guerre s'enlise.

Augustine Asta (Vaticannews)

FORMATION DES JEUNES CATHOLIQUES AUX MÉDIAS



Lancement de la 3^è formation pour les jeunes par la Commission épiscopale des médias

Sous le patronage du patriarche Anba Ibrahim Ishaq et sous la supervision de Son Éminence Anba Bakhoum, vicaire patriarcal pour les affaires diocésaines patriarcales et président du Comité épiscopal pour l'information de l'Église catholique en Égypte, le Comité a organisé la troisième saison de formation des jeunes catholiques à la salle Saint-Étienne, dans les Jardins du Dôme, au Caire.

Les activités de formation se sont déroulées du 18 octobre au 8 novembre et comprenaient diverses conférences sur « L'intelligence artificielle et ses relations avec les exigences du marché du travail moderne ».

La séance d'ouverture a débuté par une brève présentation du Bureau catholique des médias en Égypte, de ses activités et de ses services, présentée par Mme Mai Salib, responsable de la formation au Comité épiscopal pour les médias, et son

équipe.

Cette présentation a été suivie d'une conférence de Mme Madonna Milad, formatrice certifiée en e-marketing, sur « Le concept et les outils de l'intelligence artificielle ».

Le père Paul Babawi, vicaire de l'église Notre-Dame-et-Saint-Étienne à Shubra El Khaimah, a également donné une autre conférence intitulée « Comment être un chrétien libre ? ».

Au cours de cette session, les scouts de la vallée du Nil, le quatrième groupe, ont offert quelques belles intermèdes aux participants à la formation.

De nombreuses autres sessions et ateliers ont contribué à renforcer les participants à cette troisième saison de formation de la jeunesse catholique.

Lemessager-online.com

Mgr Claudio Lurati : 5 ans d'ordination épiscopale



L'Église latine d'Égypte a célébré, le 30 octobre 2025, le cinquième anniversaire d'ordination épiscopale du vicaire apostolique, Mgr Claudio Lurati.

Dans une lettre en italien, les membres de l'Église latine ont renouvelé leur gratitude à Mgr Lurati, dont le ministère montre le visage miséricordieux et amical du Père, exprimant leurs prières afin que Dieu continue à l'inspirer dans sa mission.

**« QUAND UN MEMBRE SOUFFRE, NOUS SOUFFRONS TOUS »,
MESSAGE DE SOLIDARITÉ DE L'AMECEA AUX ÉVÊQUES DE LA TANZANIE**



Mgr Charles Sampa Kasonde, évêque du diocèse de Solwezi (Zambie)/AMECEA

Les évêques catholiques de l'Association des conférences épiscopales d'Afrique de l'Est (AMECEA) ont publié un message de solidarité à l'intention de la Conférence épiscopale de Tanzanie (TEC), à la suite des violences meurtrières et des manifestations qui ont éclaté après les élections générales nationales, qui se sont tenues le 29 octobre.

Dans un message signé par le président de l'AMECEA, Mgr Charles Sampa Kasonde, évêque du diocèse de Solwezi, en Zambie, les évêques d'Afrique de l'Est ont souligné la profonde interdépendance des fidèles africains, déclarant : « Quand un membre souffre, nous souffrons tous ensemble. » Cette phrase souligne l'engagement de l'Église régionale à accompagner la Tanzanie dans ce qu'elle qualifie de « moment extrêmement difficile et douloureux ».

La déclaration datée du mercredi 12 novembre détaillait la profonde tristesse ressentie par les évêques de l'AMECEA face aux violentes manifestations post-électorales qui ont entraîné la perte de vies précieuses, de nombreux blessés et des souffrances généralisées.

« Les événements tragiques qui ont suivi les élections générales du 29 octobre 2025 nous ont tous profondément attristés », indique le message, dans lequel les évêques ont recommandé les âmes des défunts au Tout-Puissant et ont

offert leurs prières à tous ceux qui se remettent de blessures physiques et émotionnelles, y compris ceux qui sont toujours portés disparus ou traumatisés.

Reconnaissant la réputation de longue date de la Tanzanie en tant que modèle régional de stabilité et de coexistence pacifique, les évêques ont souligné que la crise actuelle dans le pays menace « l'héritage noble et le tissu même de l'unité nationale ».

S'adressant aux dirigeants catholiques tanzaniens, le président de l'AMECEA leur a assuré une solidarité sans faille et a appelé les membres de la TEC à continuer à jouer leur rôle essentiel dans le pays.

« Continuez à être des voix prophétiques pour la vérité, la justice et la réconciliation dans votre pays. Continuez à être des ministres du réconfort pour ceux qui souffrent, des défenseurs de ceux qui n'ont pas de voix », a souligné Mgr Kasonde dans sa déclaration, ajoutant : « Continuez à être des phares d'espérance dans les ténèbres ».

Les évêques ont en outre prié pour que Dieu fortifie le peuple de Dieu et que le Saint-Esprit guide tous les Tanzaniens vers les chemins de la paix, de la justice et de la réconciliation.

***Sr. Jecinter Antoinette Okoth
(AMECEA)***

ILE MAURICE : LE JUBILÉ DES ÂÎNÉS CÉLÈBRE LA MÉMOIRE, LA SAGESSE ET LA SOLIDARITÉ



L'exposition retraçant l'histoire de la paroisse, par les anciens

La paroisse du Sacré-Cœur de Rivière des Anguilles a célébré du 16 au 23 novembre le Jubilé des Âînés, une semaine dédiée à honorer celles et ceux qui ont façonné la vie familiale, ecclésiale et sociale de la communauté.

À l'ouverture, le père Georgy Kenny a invité les fidèles à rendre grâce « pour celles et ceux qui ont bâti nos familles, notre Église et notre pays ». Il a rappelé le rôle essentiel des aînés, porteurs de la foi, de sagesse et d'une expérience capable d'éclairer la jeunesse. Face aux défis du vieillissement - solitude, fragilité, sentiment de mise à l'écart - il a encouragé chacun à leur redonner une place centrale dans la société. « Les personnes aînées sont signes d'espérance pour nous. Mais sommes-nous aussi signes d'espérance pour elles ? », s'est interrogé ce prêtre de 61 ans, dont 29 ans de sacerdoce.

Tout au long de la semaine, la paroisse a proposé des témoignages, des ateliers d'échange de savoir, des rencontres fraternelles et conférences sur la

protection des aînés, animées par la Police et la Sécurité sociale. L'objectif est clair : créer des ponts entre générations et lutter contre l'isolement.

Plusieurs eucharisties ont été célébrées en l'honneur des aînés dans les diverses communautés de la paroisse, présidées entre autres par les pères Yannick Casquette, Lovanirina Henintsoa Rakotondravao et Charles Gambo Ocheje.

Il y a eu aussi diverses activités socioculturelles telles que des jeux d'antan, des expositions retraçant l'histoire de la paroisse, des ateliers sur la santé et la sécurité des aînés, etc.

La messe de clôture du Jubilé des aînés a été dite le 23 novembre, précédée la veille d'une session d'écoute dans la matinée et d'une soirée festive animée par les aînés eux-mêmes, dans un esprit de joie, d'espérance et de gratitude.

*SECAM News, avec
le diocèse de Port-Louis*

DES ÉVÊQUES APPELLENT À ÉRADIQUER LA CORRUPTION



Des membres de la Conférence épiscopale du Sénégal, de Mauritanie, du Cap-Vert et de Guinée-Bissau.

Les évêques de la Conférence épiscopale Sénégal, Mauritanie, Cap-Vert et Guinée-Bissau se sont réunis du 10 au 18 novembre 2025 à Kédougou, dans le diocèse de Tambacounda au Sénégal, à l'occasion de leur session annuelle où ils ont abordé plusieurs points. Les évêques exhortent à éradiquer la corruption et à être des artisans de paix et d'espérance.

Dans leur communiqué final, les 13 cardinaux, archevêques et évêques de la Conférence épiscopale des quatre pays réunis, ont adressé des appels pressants aux gouvernants en les exhortant à une plus grande transparence dans la gestion des ressources naturelles pour le plus grand bien des populations. De ce fait, ils ont souligné l'urgence de lutter efficacement pour éradiquer la corruption et la pauvreté, réduire la précarité et le chômage, surtout chez les jeunes. Les prélats ont interpellé les responsables politiques au sujet du respect de la parole donnée.

Les évêques dénoncent la manipulation des consciences

En outre, les évêques ont dénoncé toutes sortes de violence et la manipulation des consciences.

Sur le plan sécuritaire, ils ont exprimé leur

grande préoccupation et ont alerté leurs autorités sur l'insécurité croissante qui prend des proportions inquiétantes, notamment le phénomène du terrorisme qui menace plusieurs pays. De même, ils demeurent préoccupés, face au drame de l'immigration irrégulière avec ses nombreuses victimes, dont les jeunes pour la plupart.

Face aux multiples tensions sociales qui paralysent le vécu fraternel entre les personnes d'un même État, d'un seul peuple ou d'une seule famille, les prélats rappellent à tous les chrétiens leur devoir d'être artisans de paix, prophètes d'espérance et instruments de réconciliation.

Enfin, concernant la vie liturgique de leurs Églises respectives, les prélats ont procédé à la rédaction de leur exhortation pour le carême 2026 autour du thème : « Bâtir une Église synodale autonome au service du bien commun pour la promotion de la justice et de la paix ».

Concluant leur communiqué, ils ont imploré les grâces et la bénédiction de Dieu sur leurs pays et sur toute l'Afrique de l'Ouest.

**SECAM News, avec
Françoise Niamien (Vaticannews)**

VISITE PASTORALE DU CARDINAL ROMERO À MARRAKECH



Le cardinal Cristóbal López Romero entouré des fidèles

Du 13 au 16 novembre, la paroisse des Saints Martyrs de Marrakech a accueilli le Cardinal Cristóbal López Romero, archevêque de Rabat, pour une visite pastorale inscrite dans sa mission de proximité à travers le diocèse. Ce déplacement a permis au prélat de rencontrer la communauté chrétienne locale, d'écouter ses réalités et de soutenir les initiatives pastorales.

Dès son arrivée, le Cardinal a été accompagné par les Frères franciscains, qui ont assuré une présence constante tout au long du séjour. La première journée a été marquée par une série de rencontres placées sous le signe du dialogue interreligieux : entretien avec l'imam de la mosquée voisine, échanges avec des représentants de la communauté juive et des Églises protestantes, ainsi que visites aux autorités administratives et sécuritaires. Ces moments ont illustré la coexistence pacifique qui caractérise Marrakech et l'importance du dialogue au cœur de la mission de l'Église au Maroc.

Les jours suivants ont été consacrés à l'écoute de la communauté paroissiale : religieux et religieuses, responsables de groupes, fidèles

engagés dans la catéchèse, les chorales, la liturgie, l'accompagnement des migrants et les œuvres caritatives. Le Cardinal a cherché à comprendre le vécu concret des paroissiens et à encourager leur engagement, rappelant que la mission chrétienne « commence par l'appel du Christ et s'oriente vers le Royaume de Dieu ».

Le samedi 15 novembre, un large temps d'échange a permis aux fidèles d'aborder des questions liées à la vie de l'Église universelle, aux priorités du diocèse et à la mission des catholiques dans un pays à majorité musulmane.

La visite s'est conclue le dimanche par la célébration de deux messes dominicales, avant une halte à Tazert auprès des Sœurs franciscaines. Cette visite pastorale renforce les liens entre l'archevêque et la communauté chrétienne, et réaffirme la vocation de l'Église au Maroc à servir, dialoguer et témoigner dans la fraternité.

SECAM News,
avec Joakim Lurhatwa

LA COMMISSION JUSTICE ET PAIX DE LA SACBC SALUE LES RÉOLUTIONS DU G20



Les membres de la Commission Justice et Paix de la SACBC au Sommet du G20 2025

La Commission Justice et Paix de la Conférence épiscopale catholique d'Afrique australe (SACBC) a salué et approuvé les principales résolutions issues du récent sommet des dirigeants du G20, reconnaissant leur conformité avec les appels de longue date en faveur de la justice mondiale, de la solidarité et du développement inclusif.

Organisé au Nasrec Expo Centre sous le thème « Solidarité, durabilité et égalité », le sommet des 22 et 23 novembre a réuni les chefs d'État et de gouvernement de l'ensemble du bloc du G20, à l'exception de la présidence entrante du G20, les États-Unis d'Amérique.

Dans une déclaration communiquée au bureau de communication de la SACBC, le président du département Action sociale de la SACBC et évêque chargé de la liaison avec la Commission Justice et Paix se félicite de la réaffirmation forte de la coopération multilatérale par les dirigeants du G20.

Progrès en matière de viabilité de la dette

Mgr Thulani Victor Mbuyisa a déclaré : « Nous saluons l'appel renouvelé en faveur d'un partenariat mondial et l'engagement à ne laisser personne, aucune communauté et aucun pays de côté, en particulier à un moment où le monde est confronté à de profondes inégalités et à une incertitude économique. »

Il a également salué le soutien renouvelé du G20 au cadre commun pour le traitement de

la dette. « Nous saluons le soutien du G20 en faveur de la transparence de la dette, d'un traitement équitable de la dette et d'un renforcement des capacités de gestion de la dette des pays endettés. Ces mesures répondent directement aux appels lancés par les chefs religieux, notamment la SACBC », a-t-il déclaré.

Le président de la Commission Justice et Paix de la SACBC a rappelé que ces questions figuraient en bonne place dans les pétitions soumises au ministre Ronald Lamola avant le sommet du G20, dans le cadre d'un effort coordonné des chefs religieux, mené par la SACBC.

Lutter contre les inégalités et promouvoir le développement inclusif

L'évêque a également salué la reconnaissance par le G20 des profondes inégalités qui existent tant au sein des pays qu'entre eux, et s'est félicité de « l'accent mis sur l'industrialisation inclusive, l'autonomisation économique des femmes, l'inclusion financière et la réduction des inégalités entre les nations et au sein de celles-ci ».

Enfin, Mgr Mbuyisa a félicité l'Afrique du Sud d'avoir accueilli avec succès le premier sommet des dirigeants du G20 sur le sol africain, « marquant un moment important pour la voix de l'Afrique dans les affaires mondiales ».

Sheila Pires

SECAM Secretariat

No 4 Senchi Street,
Airport Residential
Area, Accra,
P.O. Box KA 9156,
Accra, Ghana
Tel. 0302778868 /
0302778873,
www.secam.org



*Que cette période de l'Avent soit un temps
d'espérance profonde, d'attente paisible
et de force spirituelle renouvelée.*

